



# LE VIVANT électronique

## (N° 127 janvier 2010)

E-mail : [info@vivant.org](mailto:info@vivant.org)

Site : [www.vivant.org](http://www.vivant.org)

[www.vivanteurope.org](http://www.vivanteurope.org)

Rédaction : Jean-Paul BRASSEUR

BELGIQUE

[jpbrasseur@vivant.org](mailto:jpbrasseur@vivant.org)

00 32 499 35.85.72

### Sommaire : 1. Gérer nos utopies

Note : **En finir avec la pauvreté dans L'inion européenne(Commission européenne)**

### 2. Question-réponse

### 3. Conférence de Yoland Bresson

## 1. GÉRER NOS UTOPIES

Notre société avance à petits pas. Elle est freinée par la résistance de ceux qui veulent conserver les « acquis » et les traditions et est sans cesse remise en cause par des citoyens **habités par des utopies** qui font peur et créent l'incertitude.

Rien de tel que la rumeur (des médias par exemple) pour taxer une nouvelle idée d'utopique et la rumeur est souvent porteuse d'angoisses qui ne permettent en aucun cas une gestion maîtrisée.

La peur est l'ennemie du Bien mais le Bien (absolu) est porteur d'excès et d'erreurs parfois monstrueuses. Ne dit-on pas que l'enfer est pavé des meilleures intentions.

### **Comment, dès lors, mettre en place un projet d'avenir robuste et non-suspecté d'utopique ?**

Le paradoxe du meilleur et du pire nous menace sans cesse.

*Ainsi, tout progrès de la technique, par exemple, apporte à la fois des bienfaits et des méfaits. A tout bénéfice correspond un débit par la suite d'un mécanisme mystérieux et inéluctable. Si nous parvenons à nous déplacer plus vite, que ce soit en train, en auto ou en avion, il faut toujours payer cet avantage par un surcroît d'accident, de bruit et de fatigue. Lorsque nous réussissons à améliorer le rendement de l'agriculture à coup d'engrais, de pesticides et de machines, il en résulte inévitablement des aliments moins savoureux, plus monotones et parfois nocifs pour la santé.*

*A chaque substance chimique inédite que nous inventons pour augmenter notre confort correspond un déchet polluant et toxique qui se faufile par l'environnement jusqu'à notre organisme dont il abrège la durée.*

*On pourrait multiplier indéfiniment les exemples de ce genre.*

*A ce point de vue, chaque technique semble à la fois la meilleure et la pire des choses. (...)*

*Il ne suffit pas d'être de bonne volonté ou de bonne foi pour discerner le bon usage du mauvais en matière technique. Mais si le bien et le mal sont invariants, les règles éthiques par lesquelles l'homme essaie d'atteindre le bien sont relatives à une situation donnée et, lors d'une évolution technique accélérée, ces règles éthiques caractérisées par une inertie évidentes, ne constituent pas une référence assurée.*

*Par ailleurs, l'élaboration de nouvelles normes apparaît comme une entreprise précaire, affligée d'incertitudes considérables. A titre d'exemple, après deux siècles de révolution industrielle, **nous n'avons toujours pas réussi à élaborer un système économique qui soit à la fois adéquat aux techniques, appropriées à l'environnement et respectueuse de l'homme.***

Extrait du « Huitième jour de la création » Jacques Neiryck ; Presses polytechniques romandes première édition 1986 pages 5 et 6

**Pourquoi cet échec?** A cause de résistances qui ont l'art de dénaturer les bonnes idées à coup d'arguments visant à déclarer utopique ce qui ne l'est pas.

Rappelons les multiples combats menés pour instaurer

- \* la loi relative au travail des enfants (22 mars 1841),
- \* la loi Ferry établissant l'enseignement primaire laïc obligatoire,
- \* la loi reconnaissant les syndicats (loi Waldeck-Rousseau 21 mars 1884),
- \* la loi de finances instituant l'impôt sur le revenu (15 juillet 1914),
- \* les lois sur les congés payés, la semaine de 40 heures et les conventions collectives (20, 21, et 24 mars 1936),
- \* la réglementation permettant aux femmes d'être électrices et éligibles dans les mêmes conditions que les hommes (21 avril 1944),
- \* la loi Neuwirth relative à la régulation des naissances (28 décembre 1967)

Toutes ces réformes ont d'abord été considérées comme irréalisables, impossibles et UTOPIQUES

**Que n'a-t-on entendu des résistances du genre :**

\* Au nom de « la liberté de l'industrie qui en ressentirait des retombées économiques désastreuses et du droit du père de famille d'éduquer ses enfants et de choisir leurs travaux. »

\* Au nom d'une soi-disant objectivité, certains ont déclaré que « tout le monde ne pourra pas apprendre à lire et à écrire »

\* Que « l'on va supprimer l'individu par l'organisation des syndicats. »

\* Qu'à propos de l'impôt sur le revenu, « Il faudra attendre 20 ans pour que « la plus odieuse des utopies » dit-on à l'époque (...) soit enfin votée, tandis que se déchaînent les passions.

\* « Comment financer les congés payés en travaillant moins disent certains. Les conséquences de telles réformes sont « économiquement redoutables »

\* Permettre aux femmes de voter et d'être éligibles « risque d'amoindrir leur sensibilité morale et par conséquent, de diminuer le goût que les hommes ont pour elles (Sénateur Labrousse 1922).

Ou encore : « Dans l'état présent de nos connaissances biologiques, il y a lieu de craindre que l'égalité politique des sexes ne tende à la stérilité physiologique des couples » (député Lafayette 1925)

« En appelant (les femmes) à la fréquentation de réunions électorales et aux réunions de café, qui suivent celles-ci, déclare le sénateur Duplantier 1932, vous ne manquerez pas de développer l'alcoolisme que vous avez la légitime prétention de combattre »

Et enfin « La femme est en tutelle, c'est une espèce de mineur » (Sénateur Tissier 1932)

\* Quant à la régulation des naissances, elle est considérée par certains comme un « encouragement à la licence et risque réduire la natalité et d'augmenter les naissances d'enfants anormaux ».

### **Et que n'avons-nous entendu concernant le revenu de base.**

\* Prôner un Revenu de Base dans le cadre d'une « Economie clémente » et « fraternelle » est **d'une naïveté confondante.**

\* Le Revenu de Base est **impayable...**

Et pourtant, le Brésil le finance pour 11 millions de familles.

\* Si vous donnez un revenu de base à tous, **les gens s'arrêteront de travailler...**

En réalité, l'être humain éprouve un besoin physiologique de s'activer. Rester absolument sans rien faire devient insupportable pour lui. De plus, Il recherche une reconnaissance et une appartenance sociale par une activité qu'il ne faut pas confondre avec « un travail » au sens classique du terme. Trouver un bien-être dans l'estime de soi au sein d'une d'autoréalisation est bien un des buts de l'être humain. Un autre est d'être en communication, ce qui est facilité aujourd'hui par internet et permet même des échanges d'idées et de projets concrets d'activités multiples pouvant devenir rentables financièrement pour l'individu et la société.

En bref, les gens travailleront différemment mais il n'y a pas de raison de croire qu'une majorité de gens resteront inactifs chez eux : **ce n'est pas dans la nature humaine.**

\* Les riches **n'ont pas besoin** du Revenu de Base...

En fait, pour une raison économique, verser le Revenu de Base à tous évite la mise en place d'une administration lourde, compliquée et coûteuse comme celle qui existe pour payer les différentes allocations (chômages, etc.)

De plus, fiscalement, la personne aisée est davantage taxée ce qui permet de récupérer indirectement la valeur du Revenu de Base

**Instaurer le Revenu de Base est donc UTOPIQUE pour certains et parfaitement réalisable pour d'autres.**

Soyons clair.

Ce qui réellement utopique aujourd'hui, c'est de croire qu'il y aura toujours des emplois pour tout le monde. Ainsi, **le plein emploi** n'est plus possible bien qu'il fasse encore partie des objectifs du Traité de Lisbonne. Il faudrait plutôt tendre vers **un pouvoir d'achat** pour tous.

Il faut donc gérer cette utopie du plein emploi par une nouvelle organisation de la société car, quoi qu'il en soit, la richesse de cette société sera demain probablement la même, voire supérieur à aujourd'hui.

Toutefois, tant que les richesses sont redistribuée principalement à ceux qui ont de l'emploi, il est clair que de plus en plus d'individus sans emploi seront **laissés de côté et assistés** tant bien que mal par un système d'allocations de chômage **qui interdit de travailler**.

**On voit bien que l'emploi comme critère de répartition des richesses devient désuet et injuste.** Il faut donc trouver autre chose à savoir **une nouvelle règle de partage** démocratiquement choisie à partir d'autres critères.

Cette règle de partage pourrait trouver son fondement dans **la reconnaissance de l'activité de tout être humain** traduite en monnaie d'échange sur le marché.

Le Revenu de Base relève de cette démarche car il correspond à une évaluation forfaitaire et inconditionnelle de l'activité humaine.

Ne pas faire cela, c'est mettre l'économie en mauvaise posture vu le manque de pouvoir d'achat. Pour preuve, le secours populaire français (SPF) et l'institut IPSOS ont publié en septembre 2009 une étude statistique qui révèle que 70 millions d'Européens sont « pauvres »

**On voit bien que garantir un pouvoir d'achat, c'est sauver les personnes, l'économie et l'Europe.**

Une autre UTOPIE qu'il faut aussi gérer, c'est-à-dire introduire dans nos bilans et projets à court et long terme, c'est de croire que l'Etat va pouvoir continuer à financer principalement la sécurité sociale à partir d'une source (la taxe qu sur le travail) qui se tarit de jour en jour.

Ce n'est pas le cas pour la taxe sur la consommation qui prend l'argent non pas en anticipant l'éventuel revenu futur de l'entreprise mais bien au moment où l'argent sort du bois.

Par ailleurs, cette taxe doit être obligatoirement combinée à **un Revenu de Base** et à une **exemption d'impôts directs** sur les revenus jusqu'à 1500 €/mois en Belgique afin d'améliorer le pouvoir d'achat.

Jusqu'à présent, l'imposition, qu'elle soit faite sur le travail ou sur le capital, se fait à **la source** : au moment de la création du revenu. Il faut repenser le système, pour mettre tous les titulaires de revenus sur un pied d'égalité.

*Il faut prélever en aval et non plus en amont, càd **au moment où le revenu se transforme en consommation**. C'est dans le grand fleuve de la consommation que tous les ruisseaux se rejoignent et qu'ils se fondent indistinctement en une immense masse monétaire, génératrice de pouvoir d'achat, de pouvoir d'épargne et de capacité redistributrice.*

***Ainsi, la solidarité est générale et la ponction est proportionnelle à la richesse puisque chacun consomme en fonction de ses revenus.***

Extrait d'une conférence donnée par Monique DURIN-MARCHAL  
le 13-4-2002 (Braine-le-Château Belgium)

Gérer nos UTOPIES, c'est accepter des accouchements difficiles au lieu de maintenir le système actuel simplement parce que certains en bénéficient.... pour combien de temps encore ?? !!.

Gérer, administrer, diriger, gouverner, c'est maîtriser nos idées folles et nos rêves d'un avenir meilleur en les faisant atterrir concrètement dans la vie quotidienne de tout un chacun.

Rêver de fraternité sans établir une règle de partage est bien entendu utopique, mais face à l'inconnu qui fait peur, **les partisans du Revenu de Base restent timides**. N'ayant pas encore profité de ce nouveau système de répartition des richesses, ils ne se sentent pas suffisamment motivés à son égard.

Serait-il possible de restaurer la confiance dans une société où règne toujours plus de méfiance? La liberté est-elle compatible avec la justice et la solidarité?

*« L'Europe est hantée, hantée par le Revenu de Base. Dans les universités et au sein des syndicats, dans les partis politiques et dans les usines, dans les organisations de toutes les couleurs, chez les chômeurs et les artistes, toujours plus de gens se mettent en mouvement pour le revenu de base, toujours plus de gens en perçoivent le pouvoir formidable et la logique. »* Manifeste de VIVANT 1999 page 4.

Il est instauré au Brésil, en Alaska et en Bolivie (pour les personnes âgées)

Mais, dans les pays développés, **la mayonnaise ne prendra pas**, et le déclic n'aura pas lieu si nous n'acceptons pas de rompre radicalement avec nos habitudes de pensée.

C'est aussi l'avis Abdoulaye Taye Taye du Sénégal

Salut Monsieur Brasseur,

Nous devons penser maintenant à introduire le Revenu de Base dans les pays développés. En effet, l'idée est beaucoup **plus recevable par les populations pauvres** mais aussi plus pertinente pour une utilisation rationnelle de *l'argent de la coopération*. **(1)** Nous devons tous agir ensemble et l'introduire dans un pays africain **pour montrer à la face du monde que cela est possible; ce n'est pas de la théorie**. Au Sénégal j'ai engagé la campagne pour son introduction depuis un an et je n'écarte pas l'idée de le présenter comme un programme présidentiel pour les élections présidentielles de 2012. Tous les supporters du Revenu de Base, d'Allemagne, de la Belgique, des USA etc., doivent unir leurs forces pour, ne serait ce qu'à titre expérimental, **l'introduire dans un pays africain**.

Dr. Abdoulaye Taye

Enseignant à l'Université de Bambey au Sénégal

Président national de TGL (voir tôt, voir grand, voir loin)

Initiateur du programme **revenu de base généralisé associé à une assurance maladie obligatoire (RBG-AMO)**. (Janvier 2010)

### **(1) Pour rappel : Modèle de financement de VIVANT-EUROPE pour un pays du Tiers Monde**

L'instauration d'un Revenu de Base dans les pays du Tiers Monde peut être la meilleure façon de dépenser le budget consacré à la coopération au développement. Il est possible de donner un Revenu de Base de 40 € par mois à chaque Nicaraguayen avec seulement ~ 2 % du P.I.B. de la Belgique.

Au Nicaragua, pays qui compte environ 5 603 000 habitants (en 2006), ces 40 € sont l'équivalent de 250 € en terme de pouvoir d'achat en Belgique, les produits de base étant moins chers dans ce pays. De ce fait, on crée un marché local puisque le pouvoir d'achat est augmenté. Le Revenu de Base procure aux individus qui le reçoivent, une plus grande autonomie et un espace pour leurs propres initiatives. On peut aussi envisager que les produits industriels (machines, matériel ménager, appareils audio-visuels etc.) importés dans ces pays soient fortement taxés car ils sont, la plupart du temps, achetés par des personnes aisées. Cela permettrait de financer, en partie, le revenu de base de toute la population. Par ailleurs, on pourrait envisager, comme compensation pour la Belgique, des relations économiques bi-latérales privilégiées avec le Nicaragua.

Peut-être pourrait-on parler d'un second "siècle des Lumières" nécessaire à cet avènement. PENSER autrement, c'est gérer nos Utopies, faire éclater nos enveloppes culturelles et socio-économiques afin de lutter contre la pauvreté (note) et ouvrir ainsi le monde à plus de justice et plus de fraternité

Jean-Paul BRASSEUR  
Responsable de VIVANT-EUROPE

## Note

### EN FINIR AVEC LA PAUVRETE DANS L'UNION EUROPEENNE

(Article trouvé sur le site de la Commission européenne)



**L'année 2010 a été désignée «Année européenne de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale».**

En 2000, les dirigeants européens s'étaient donnés dix ans pour éradiquer la pauvreté dans l'Union européenne. Aujourd'hui, à mesure que l'échéance approche, force est de constater que cet objectif est loin d'être atteint.

Le fléau de la pauvreté ne frappe pas seulement les pays en développement. C'est un phénomène complexe, aux causes multiples, qui n'épargne pas les sociétés européennes et prive une frange de la population de conditions de vie décentes.

Au sein de l'UE, les personnes disposant d'un revenu inférieur à 60 % du revenu médian national sont considérées comme pauvres. Selon ce critère, environ 80 millions (1) d'Européens — soit plus de 15 % de la population — vivent en deçà du seuil de pauvreté. Un Européen sur dix vit au sein d'un ménage où personne ne travaille. Pour 8 % des Européens, avoir un emploi ne suffit pas pour sortir de la pauvreté.

*(1) C'est 10 millions de pauvres en plus par rapport aux études statistiques menées par la SPF et l'institut IPSOS, soit 70 millions !!!*

L'heure n'est toutefois pas au découragement. L'Union européenne a placé l'année 2010 sous le signe de la solidarité, une valeur fondamentale pour l'Europe. De nombreuses activités et initiatives sont prévues tout au long de cette «[Année européenne de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale](#)». Ainsi, une réunion rassemblant des personnes démunies venues de toute l'Europe sera organisée en mai prochain, suivie d'une table ronde en octobre. En outre, chaque pays de l'Union présentera un programme répondant à sa situation spécifique.

En finir avec la pauvreté était l'un des principaux objectifs de la stratégie de Lisbonne pour la croissance et l'emploi, adoptée par les États membres en 2000. Cette campagne européenne vise à donner un nouvel élan à la lutte contre la pauvreté et à faire de cet ambitieux projet une réalité.

## 2. QUESTION-REPONSE

A propos du **CONDENSE** du livre de **Yoland BRESSON**, *UNE CLEMENTE ECONOMIE*, voici une question qui nous est parvenue :

*« Dans le cadre de cette Clémentine Economie, On veut favoriser le choix de chacun pour son type de travail. Mais alors, comment persuader certains citoyens de pratiquer des travaux très pénibles laissés souvent aux "étrangers"... car les belges n'en veulent plus ? »*

### **Réponse de Yoland Bresson**

Dans l'état actuel des mentalités et des conditions économiques, la solution pour que des travaux pénibles, utiles sinon indispensables pour la société, est que la rémunération associée soit d'une part, suffisamment élevée pour que l'offre de travail s'ajuste au besoin et que d'autre part, la nécessité pousse au progrès technologique rendant ces travaux propres et faciles, sans compter le développement des robots.

Il y a déjà quelques années, atterrissant à Francfort, nous avons vu monter dans l'avion une équipe de "nettoyeurs allemands" équipés comme des astronautes, gantés, casqués, munis d'aspirateurs silencieux et rapides, qui en peu de temps ont laissé la cabine parfaitement propres tandis que dans les aéroports français, ces tâches étaient effectuées par des travailleurs immigrés, très mal équipés, juste affublés d'un piètre uniforme.

Plus tard, le revenu d'existence instauré, et l'intermittence des activités se généralisant, ces travaux trouveront les travailleurs en attente momentanément d'une autre activité et désireux, sûrement à temps partiel, d'obtenir des revenus d'activités supplémentaires, acceptant de tels travaux parce qu'il sauront qu'ils n'auront pas à les assumer leur vie durant, surtout s'ils sont bien valorisés.

Enfin à plus long terme, quand le sentiment de l'unité solidaire et le partage se seront imposés dans les mentalités comme les fondements des comportements, ces travaux seront assumés à tour de rôle, comme dans une famille, quelqu'un s'occupe à son tour de débarrasser la table!

C'est du moins ce que l'on peut promouvoir.

### **3. CONFERENCE DE YOLAND BRESSON EN NORMANDIE**

Yoland BRESSON s'est rendu le 26 novembre 2009 à l'invitation du Conseil régional de Haute Normandie devant plus de 300 personnes. Sa conférence entièrement enregistrée peut être visionnée sur le site : [Science et Action Haute Normandie](#) (durée 2 heures 2 minutes avec le haut-débit). Au départ, certains participants avaient une position hostile au marché, car n'ayant pas encore perçu que dans une économie différenciée et compétitive, l'on ne peut se dispenser, pour l'essentiel, des arbitrages rendus par le marché, le problème majeur portant dorénavant sur une meilleure répartition des revenus.

Après une heure d'exposé suivi de plus d'une heure de questions, cette réunion fut des plus positives, la quasi-totalité des participants, à l'exception d'un opposant, se rangeant aux arguments de Yoland Bresson". (extrait d'un rapport d'une réunion de A.I.R.E).